

LA VÉRITÉ



Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

Bulletin intérieur
Prix : 2 francs

Un bateau qui débarque
des tanks à Saïgon ne peut
pas débarquer du blé
au Havre.

Assez de Généraux... DU PAIN !

Anniversaire des 3 L. « Leur nom reste vivant »

LÉNINE
LIEBKNECHT
LUXEMBOURG

Tous les ans, en janvier, les communistes rendent hommage à la mémoire des 3 champions de la cause ouvrière: Lénine, Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Aujourd'hui plus que jamais il est nécessaire de retracer la vie de ces lutteurs. Il est nécessaire de rappeler leur enseignement, car, déjà, ceux qui ont prostitué le communisme évitent de parler de l'Allemand Liebknecht et de la polonaise Rosa Luxembourg. Lénine lui-même nous est présenté comme un tribun de la cause nationale russe.

Tous ces mensonges ont pour but de faire oublier aux générations ouvrières nouvelles, la lutte de classes et le mot d'ordre célèbre qui reste attaché à la mémoire des 3 L.

Notre ennemi est notre propre bourgeoisie

1914. La première guerre impérialiste éclatait.

Tout le monde le sait aujourd'hui; cette guerre ne devait apporter que de la misère aux travailleurs du monde entier.

A cette époque, les chefs de la II^e Internationale trahirent honteusement la cause du socialisme.

Dans chaque pays, ils firent l'Union Sacrée avec les exploités bourgeois et précipitèrent le prolétariat dans le grand massacre.

Ca n'est pas si vieux, camarades! M. Léon Blum déjà était dans l'Union Sacrée.

En Allemagne, seul parmi 110 députés socialistes, Karl Liebknecht se dressa pour refuser les crédits de guerre et pour expliquer aux masses: « L'ennemi principal du prolétariat, c'est sa propre bourgeoisie et non les exploités d'en face. »

Pendant toute la durée des hostilités, avec Rosa Luxembourg, il déploya une activité inlassable, organisant le mouvement Spartacus et mettant tout en œuvre pour transformer la guerre impérialiste en révolution sociale. Lui et Rosa furent traqués et emprisonnés par la bourgeoisie, mais sur tous les fronts, les soldats apprenaient le nom de Liebknecht.

1918. Révolution allemande. Le Kaiser s'enfuit, mais la bourgeoisie reste toujours en place.

L'organisation Spartacus est à la tête des masses, les bourgeois alliés



(anciens ennemis héréditaires) laissent à leurs collègues allemands une armée de métier pour écraser la révolte ouvrière.

Les chefs socialistes, traîtres de 14, deviennent les traîtres de 18.

Mais en 1919, la calomnie n'avait pas suffi, et les agents réactionnaires du « socialiste » Noske assassinèrent les camarades Liebknecht et Rosa Luxembourg.

« L'Etat n'est pas au-dessus des classes sociales. Il est au service de celle qui possède les moyens de production »

Pendant la première guerre impérialiste, l'action de Lénine fut celle de tous les internationalistes fidèles à la cause prolétarienne.

Dans les pays belligérants, les soldats se répétèrent les paroles de Lénine. Et plus la tuerie se prolongeait, plus des voix communistes disaient: « Ne va pas chercher ton ennemi à 1.000 kilomètres. Regarde qui t'exploite quand tu travailles. Regarde qui te frappe quand tu fais grève. Notre ennemi est dans notre pays. »

En 1917 le pouvoir du Tsar s'écroulait. Les nobles laissaient la place aux bourgeois et les majordomes étaient remplacés par les socialistes de salon...

Et quand Lénine rentra en Russie, il s'adressa aux travailleurs en leur montrant que la guerre qui se poursuivait restait impérialiste, puisque le système social restait capitaliste.

Les mots d'ordre prolétariens étaient:

« La paix. Tout le pouvoir aux soviets. »

Plus que jamais, la lutte de classes était à l'ordre du jour.

Les dirigeants pourris surent alors utiliser l'unique argument des traîtres: « la calomnie. »

Toute la presse bourgeoise et « socialiste » raconta que Lénine était un agent de l'Allemagne, etc., etc...

Tous les mensonges furent bons contre ceux qui luttèrent pour la

La « politique de grandeur » ne nourrit pas le peuple

L'électricité pour les ministères,
Le charbon pour les banquiers,
La viande au marché noir,
Le pain pour ceux qui n'en manquent pas,
Les milliards pour l'armée,
Et les « subventions » pour les églises...

POUR LES INDOCHINOIS, LE CANON,
ET POUR LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS,
LA CEINTURE, EN ATTENDANT LA TRIQUE !

Pendant qu'éclatait le scandale du rétablissement de la carte de pain, la moitié des ministres était comme par hasard en voyage, et le Général de Gaulle digérait quelque bon repas dans le Midi. On ne saurait imaginer tableau plus saisissant de l'indifférence bourgeoise devant le sort des travailleurs.

Ce n'est vraiment pas de chance! Tous ces messieurs adipeux, ministres et sommités du régime, bien pensants et bien nourris, rassasiés et démocrates, croyaient être au bout de leurs peines après les petites émotions du budget.

Et voilà qu'après la honteuse comédie des fonctionnaires, vient sur le tapis la peu ragoutante manœuvre du pain! On arrange à peine une histoire qu'il en éclate une autre!

Bien des gens espéraient que les élections donneraient un résultat, mais pas tout à fait celui-là. Car c'est bien un effet de la « campagne » du Général. Comme Pineau qui avait distribué deux fois plus de pommes de terre aux habitants de son département parce qu'il voulait se gagner les électeurs, le Général a dépensé sans compter le charbon, par l'intermédiaire de Lacoste, et a supprimé la carte de pain contre l'avis formel des techniciens provinciaux de la question. Ceux-ci lui avaient prêté que les stocks et les importations ne suffiraient pas à satisfaire la consommation libre. Aucune importance. Il fallait à la France, sa « grandeur », et au Général, son plébiscite!

Ainsi donc, un an et demi de démocratie « libérée » nous amène à constater que tout va de plus en plus mal. Et face à cette aggravation de la situation matérielle des travailleurs; face à ces prix qui montent et ces salaires cloués sur place; face à ces assiettes vides et ces ventres creux, que fait le M. R. P. ?

Il bénit les pauvres en les félicitant de leur pauvreté.

Que fait le Parti Socialiste? Il lève les bras au ciel.

Que fait le Parti Communiste Français? Il se partage entre la « solidarité » avec le P. S. et le « respect » de l'unité gouvernementale.

L'autoritarisme du général, l'hypocrisie obséquieuse du M. R. P., la passivité du P. S. et du P. C. F., signifient simplement que la bourgeoisie ne cherche qu'une chose et la réussit: lier les partis ouvriers le plus solidement possible à sa politique de dé-

(1) Jusqu'à preuve du contraire, personne au gouvernement ne s'éleva contre la suppression de la carte de pain au début d'octobre 1945.

fense des intérêts capitalistes. Les ministres bourgeois ont beau rejeter sur les ministres communistes ou socialistes la faute de tout ce qui arrive, nous savons bien que ce sont eux les premiers coupables avec la classe qu'ils défendent et que les autres ne sont que des complices impuissants enchaînés par leur acceptation servile de « l'union sacrée ».

Il y a un grave danger dans cette démonstration du désordre et du maquignonnage parlementaires. C'est le danger fasciste. Non pas, on le voit, les faux-jetons qui tremblent devant la juste colère du peuple, mais bien au sein de la bourgeoisie elle-même, de plus en plus incapable de surmonter ses propres incohérences et qui essaiera d'imposer un jour aux masses désorientées le « sauveur » qui les réduira en esclavage.

Contre cela, il n'y a qu'une seule voie: la lutte organisée des masses.

Face au plan des bourgeois, plan de force, de prestige pour eux... et de famine pour les travailleurs, le prolétariat doit opposer son propre plan.

Plan de production établi par les travailleurs et appliqué par la C. G. T. et la C. G. A.

Nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier, des tout-puissants Trusts de la menuiserie.

Recensement des stocks de blé par les syndicats ouvriers et paysans.

Comités de paysans travailleurs en liaison directe avec les Comités de ménagères et les ouvriers des trusts menuisiers pour une répartition en fonction des besoins des masses.

Dans les syndicats, les cellules, exigez que les leaders qui se réclament de la classe ouvrière affirment nettement s'ils sont avec le prolétariat ou avec les larbins des trusts de la menuiserie.

Il n'y a pas de milieu... Et continuer à siéger à la même table que les agents du capital, c'est choisir contre le prolétariat.

MAGNIN.

« INDOCHINE S.O.S. »
Une lettre du
« Viet-Kieu-Lien-Minh »

« A l'occasion de la nouvelle année, le « Rassemblement des Ressortissants annamites » vous adresse ses meilleurs vœux. Il vous félicite au nom de 25.000 mandants de la contribution que vous avez apportée dans la défense de la cause indochinoise. »

Le P. C. I. salue le « Rassemblement des Ressortissants Annamites » et l'héroïque peuple Indochinois en lutte pour sa liberté.

La section française de la IV^e Internationale mettra tout en œuvre pour que cette année voit l'effondrement de la criminelle campagne entreprise par le capitalisme français et son gouvernement de valets.

LES G. I. EN ONT MARRE !

Les manifestations des troupes américaines mettent en jeu les plans de l'impérialisme yankee.

L'irruption d'une série de démonstrations dans l'armée américaine en faveur d'un prompt retour à la maison est d'une importance symptomatique. Ces démonstrations remettent en cause tous les plans de domination du monde par l'impérialisme américain. Elles ont pris de plus en plus d'ampleur depuis que Washington annonça au début de l'année, que la démobilisation des troupes d'outre-mer subirait un ralentissement draconien — ce qui violait les promesses faites antérieurement. Ceci ne peut être interprété que comme le résultat d'une pression des grands manitous militaires pour l'adoption aux Etats-Unis du service militaire obligatoire même en temps de paix. Les impérialistes américains sont forcés de tenir compte maintenant non seulement de l'attitude militante des ouvriers

(Suite page 2.)

VÉRITÉS... CONTRE L'U. R. S. S. ET CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE AMÉRICAINE

La conférence de Moscou s'est bien déroulée... mais, selon un communiqué du département de la guerre à Washington « L'armée américaine conservera en réserve la plupart des dépôts de gaz asphyxiants existant aux U. S. A. »

Plusieurs usines resteront en « état d'alerte ».

REPONSE AUX JESUITES DU « FIGARO »

Au cours d'une polémique avec Pierre Hervé, M. François Mauriac a jugé bon de citer Trotsky.

Il faut rappeler que Trotsky a été exilé d'U. R. S. S. au moment où les « Mauriac en Tiare » ont commencé à y rentrer.

De plus Trotsky ne se serait jamais trouvé dans un « Front National ». Pas à cause de la présence de Pierre Hervé, mais de celle de Mauriac, précisément.

LES LOUPS NE SE MANGENT PAS ENTRE EUX

Tokio, 2 janvier. — Le baron Shidehara, président du Conseil japonais, avait contracté un refroidissement qui mettait ses jours en danger; le général Mac Arthur

lui délégua immédiatement son médecin personnel, le colonel Kendrick. Puis il envoya chercher d'extrême urgence de la pénicilline.

Le baron Shidehara est rétabli à présent. Par contre le délégué britannique de l'U. N. R. A. a déclaré que 54 % des masses laborieuses de Grèce sont privées de nourriture. Les cas de tuberculose sont 14 fois plus élevés en Grèce qu'aux Etats-Unis.

LES SINISTRES AURONT LE DROIT DE S'ASSEOIR A LA DROITE DE DIEU

Angers. — L'immeuble qu'occupait la légion de gendarmerie n'est plus réquisitionné. Aussitôt, il devient le siège de l'association des familles chrétiennes.

Mais les sinistres doivent habiter les baraquements de Pignerolle, à 5 kilomètres d'Angers.

PRODUIRE... PRODUIRE D'ABORD

Toujours à Angers, on a arrêté la construction d'une route vers Vihiers... faute de crédits. Mais tous les sousbassements de la caserne Desjardins viennent d'être blanchis à la chaux. Ravalement de 1.000 m. carrés de façade à la caserne Eblé. Peinture au pistolet des bâtiments.

Coût: 14 millions de travaux pour une seule des entreprises adjudicataires!!! Et tout ça parce que le Général Delatre de Tassigny vient en visite d'inspection dans le courant de janvier.

ATTENTION ! Envoyez tous les fonds pour « LA VÉRITÉ » E. Saujet C.C.P. 3205-19 Paris

cause des exploités. Mais le peuple travailleur comprit vite que ceux qui calomniaient étaient précisément ceux qui ne faisaient rien pour soulager la misère des masses. Ceux qui calomniaient étaient justement ceux qui s'entendaient avec les capitalistes du monde entier (Allemands compris).

En Octobre 1917, les ouvriers en armes balayaient le pouvoir de la bourgeoisie... et on vit les « socialistes patriotes », les « tout pour le front », s'enfuir dans les pays bourgeois dans les fourgons des banquiers et des traîneurs de sabres.

Le 22 janvier 1924, Lénine disparaissait après une vie ardente consacrée à la cause du communisme.

En commémorant ce 27^e anniversaire, nous songeons au dernier discours que Lénine fit aux ouvriers en 1917 avant de quitter la Suisse:

« Le peuple russe commence la révolution; non pas à cause des vertus particulières mais à la suite de circonstances historiques spéciales. Mais nous savons que nous ne mènerons le combat à bien que le jour où les prolétaires d'Europe viendront nous donner la main. »

Fidèle aux enseignements des 3 L, face à la calomnie et aux mensonges, la Quatrième Internationale lutte pour préparer sur le plan mondial l'OCTOBRE ROUGE des prolétaires de Russie, pour que dans chaque pays les travailleurs exploités et trompés disent:

« Debout Paris. Debout Victimes. Faisons comme eux. C'est ENFIN NOTRE TOUR. »

NED.

L'ÉCHELLE MOBILE et la stabilisation des prix (1)

L'argument essentiel invoqué par les adversaires de l'échelle mobile des salaires, en rapport avec le coût de la vie, c'est qu'elle aboutit à une hausse des prix, et que le problème essentiel consiste à stabiliser les prix. Ainsi l'on assiste à ce phénomène éffarant qu'il existe dans le mouvement ouvrier un courant qui adopte totalement la théorie de Plevén du « cycle infernal ». Car, M. Plevén n'a pas d'autre argument contre la revalorisation des salaires. En effet, déclare-t-il, si vous haussiez les salaires, les prix vont augmenter automatiquement. Cette théorie est fautive de A jusqu'à Z, car elle oublie simplement cette petite chose, que les salaires ne peuvent et doivent s'élever au détriment des bénéfices.

En opposition avec l'échelle mobile des salaires, les dirigeants confédéraux exigent que le gouvernement stabilise le coût de la vie. Cela part d'un bon naturel, mais depuis 15 mois, le gouvernement de De Gaulle a démontré avant tout qu'il était « le grand quartier général » de la hausse des prix. Pas un ouvrier ne peut faire confiance à ce gouvernement des trusts pour stabiliser le coût de la vie. Mais alors diront les ouvriers, pourquoi des ministres communistes et socialistes au gouvernement n'arrivent-ils pas à

imposer leur volonté en la matière? Pourquoi le ministère de l'économie nationale dont le chef est le communiste Billoux et qui, théoriquement, contrôle les prix, n'arrive-t-il pas à enrayer leur hausse?

C'est très simple, il existe au Ministère un Comité de surveillance des prix. Dans ce Comité, il y a des représentants de la C. G. T., mais ils sont minorisés par les représentants des patrons et des hauts fonctionnaires à leur solde. En définitive, leur rôle est purement décoratif, ils ne peuvent rien faire, et de par le fait qu'ils collaborent dans cet organisme avec les ennemis des travailleurs, ils ont les mains liées et la bouche cousue. Et pourtant même dans un tel organisme, leur rôle pourrait être d'une immense portée, s'ils se considéraient comme les représentants conscients de la classe ouvrière. Les délégués de la C. G. T. devraient:

1^o Dénoncer, dévoiler aux masses laborieuses toutes les manœuvres odieuses des capitalistes et de leurs agents.

2^o Appeler les ouvriers dans les usines, les bureaux, les banques, etc., à contrôler, par les commissions techniques syndicales et les délégués aux comités d'entreprise, les livres de compte et toute la comptabilité.

3^o Et surtout, ils devraient refuser de garder le secret, car il est évident que si les

(Suite page 2.)

(1) Voir notre numéro précédent.

Toile de fond pour l'Assemblée des Nations Unies

De nombreuses conférences ont réuni « les alliés » ; « les Nations Unies », « les Trois Grands » et notamment les États-Unis et l'U. R. S. S. Chaque fois des déclarations de bonne volonté et d'entente ont été faites, voici pourtant quelle était à chaque fois la toile de fond :

« Les négociations en vue d'un emprunt russe en Amérique, nous renseigne l'agence A. D. I., le 4-12-45, ont commencé en 1943 et ne sont pas terminées. Voici quelles sont les conditions recommandées par le Comité Spécial américain nommé par la Chambre des Représentants et chargé de l'organisation économique de l'après-guerre :

1. La Russie devra laisser contrôler son armement par ses créanciers. Elle devra le limiter selon les instructions de Washington.
2. La Russie devra faire connaître les statistiques exactes de son activité économique et permettre aux Américains de les vérifier.
3. Tout crédit ne pourra être accordé que si la Russie évacue tous les territoires occupés dans les conditions prévues à Yalta et à Potsdam.
4. La Russie devra faire connaître les clauses des traités signés avec ses voisins et renoncer à toute influence économique exclusive dans ces pays.
5. La Russie doit accorder la libre circulation aux correspondants de presse américains. Les livres, les journaux et toutes publications pourront y être vendus librement afin de permettre l'expansion des idées occidentales.
6. La politique économique des États-Unis a pour but d'encourager les entreprises de commerce privées. On tentera de se mettre en contact avec le producteur sans passer par l'Etat.
7. L'Etat ne pourra s'octroyer de nouveaux monopoles dans l'avenir dans toutes les zones d'intérêts russes.
8. On considère que les paiements devraient surtout être faits en uranium, matière première nécessaire à la fabrication de la bombe atomique.

Ces conditions quoique non officielles sont probablement exactes.

Ainsi le « démocrate » Roosevelt, comme son successeur Truman, poursuivait, à côté de la conquête des pays ennemis, la colonisation de leur « allié » soviétique. Les riches banquiers américains voulaient de la sorte liquider ce qui reste de la Révolution d'Octobre et en même temps, c'était pour eux une étape nécessaire pour la colonisation du monde qu'ils veulent et dont ils ont un besoin absolu.

Car telle est la loi du capitalisme : les machines construites doivent tourner et les marchandises produites sans tenir compte des possibilités d'achat, doivent être écoulées. Sinon, c'est la crise et la catastrophe. Or, pendant la guerre, l'Amérique a augmenté sa production de plus de deux fois, tandis que le reste du monde, par contre, s'appauvrisait. Le capitalisme américain est ainsi menacé d'un caillot d'or et de richesses.

« L'Amérique a une mission à remplir — déclarait le Général Marshall, porte-parole de Truman en Chine — celle-ci est de maintenir la paix du monde et dans ce but, elle doit rester armée. » En attendant la prochaine guerre, les canons pourront déjà servir à « convaincre » les clients qui lui faut acheter les marchandises américaines.

Mais la bourgeoisie des États-Unis, quoique plus solide en selle que les autres, ne peut pas guérir les contradictions du système : l'engorgement se produit malgré tout et avec lui le chômage, les bas salaires, les grèves. C'est là le talon d'Achille du géant et c'est seulement le prolétariat américain qui peut

briser les ailes des impérialistes de son propre pays. La bureaucratie soviétique, qui ne veut pas s'appuyer sur les luttes de la classe ouvrière, mais qui pratique la diplomatie secrète et proclame sa confiance dans l'entente des « Trois Grands » fait indirectement le jeu des ennemis de l'U. R. S. S.

B. GRANGER.

JAPON

« La démocratisation du pays »

« La démocratisation du Japon se poursuit », affirment les télégrammes des agences américaines. « Les trusts sont dissous ; la réforme agraire est faite », ajoutent-ils.

Mais qui est chargé par l'occupant américain de la réalisation de ces mirifiques réformes ?

— La même administration féodale et capitaliste qui existait avant. On peut dès lors être certain qu'elles resteront sur le papier.

L'empereur aussi veut changer de peau. Il a bien voulu déclarer qu'il n'est pas Dieu. Mais sous la protection du général Mac Arthur, il reste bien sur le trône. L'Amérique a besoin de lui comme arbitre, comme pare-choc entre les différentes castes dominantes du pays. « La grande démocratie d'outre-Atlantique » maintient ainsi au Japon, les cadres du régime féodal-réaction-

naire. Le Japon lui est une base militaire importante contre l'U. R. S. S. et elle ne peut tolérer de troubles sociaux.

CHINE

La politique américaine ou le loup déguisé en arbitre

Avec l'aide des troupes japonaises et avec l'appui décisif de l'Amérique, Tchchang Kai Chek le réactionnaire, a réussi à stabiliser ses positions dans le Nord. Grâce à l'accord avec l'U.R.S.S. qui laissa rentrer ses armées et non celles des communistes du Yenan, il établit aussi son contrôle sur la Mandchourie. Les Armées et les territoires contrôlés par les communistes sont ainsi aux trois quarts encerclés. Un des chefs de ceux-ci, Tchan Lu Lai, s'est rendu dernièrement à Tchchang Kai Chek. Le général Marshall, ambassadeur américain, eut le cynisme de se proposer comme arbitre. Les communistes du Yenan acceptèrent. Selon la presse britannique « une entente est imminente ». En attendant, la délégation communiste a accepté que l'expropriation des gros hobereaux qu'elle avait demandé primitivement, ne se fasse pas.

Ainsi la politique extérieure de Staline a amené ses partisans chinois dans une grave impasse. Il est probable que ceux-ci devront encore céder du terrain. Le dernier mot est toutefois loin d'être dit. Les communistes ont la sympathie de larges masses. Toutefois, seulement la rupture définitive avec Tchchang Kai Chek, l'appel à la lutte révolutionnaire des travailleurs et aussi l'appui actif de la classe ouvrière mondiale et surtout américaine, pourront redresser la situation révolutionnaire en Chine.

LA VIE DU PARTI ET DE L'INTERNATIONALE

CUBA

Le Parti trotskyste demande la nationalisation des chemins de fer

A la suite d'un accident de chemin de fer dû à la rapacité des compagnies capitalistes qui avaient surchargé les wagons sans augmenter le nombre du personnel, le journal « Révolution Proletarienne », organe du Parti trotskyste, déclenche une campagne pour la nationalisation des compagnies, sans indemnité et avec contrôle ouvrier.

AMERIQUE

A San Francisco, ouvriers syndicalistes et trotskystes empêchent un meeting fasciste

Prent part à la manifestation anti-fasciste, le Parti Socialiste Ouvrier (trotskyste) et les organisations syndicales C. I. O. et A. F. L. Le Parti communiste américain (stalinien) brilla par son absence.

Souscriptions pour le Million

Un maître d'internat, 500 fr.; Pour l'Internationale ouvrière, 100 fr.; Dugra, 80 fr.; Berthaux, 50 fr.; Une copie de la Caisse du Travail, 50 fr.; R. G., 10 fr.; P. W., 200 fr.; Liste 00-257, 1.850 fr.; Une camarade Ardècheoise, 300 fr.; Pour le million, Bijou, 50 fr.; Larue (3^e versement), 100 francs; Lebas, 100 fr. — Total: 3.390 fr.

C. G. P. Demazière 4825-72 Paris XVI^e

Les Amis de « LA VÉRITÉ »

« LA VERITE » devrait avoir 50.000 lecteurs. Elle ne les a pas, et de loin. Elle a impérativement besoin, pour sa stabilisation et son développement, d'au moins 2.000 nouveaux abonnés dans un bref délai. Ce n'est pas par le bluff mais par des objectifs limités sérieusement fixés et atteints qu'on construit le parti et sa presse. Nous obtenons ces 2.000 abonnements par un effort soutenu. La première tranche de 500 doit être couverte le 17 février. Le prochain numéro commencera la publication hebdomadaire de :

- 1) Un thermomètre montrant le progrès de la campagne;
- 2) Un palmarès indiquant les pourcentages obtenus par les régions et les rayons sur leurs quotas;
- 3) Un palmarès signalant qui sont les plus sérieux constructeurs du parti comme collecteurs d'abonnements.

Une circulaire sera incessamment diffusée à tous les militants du Parti, donnant tous les détails utiles.

ABONNEMENTS

26 Numéros 50 f.
52 Numéros 100 f.
C. C. P. E. Saujet 3205-19 Paris

PERMANENCES

PARIS, 19, rue Daguerra, 14^e.
Tous les jours de 15 h. à 20 h. et le dimanche de 9 h. à 12 h.

BORDEAUX, 34, Cours Aristide-Briand, Bar de la Bourse.
Tous les soirs de 18 h. à 20 h. et le dimanche matin.

CLERMONT-FERRAND, place Gailard, Café National.
Tous les samedis de 16 h. à 19 h. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

SAINT-ETIENNE, place du Peuple, Café Besset.
Tous les samedis de 17 h. à 19 h.

Les luttes ouvrières dans le monde

ITALIE

A Naples, le commandement allié a licencié plusieurs milliers d'ouvriers italiens qui travaillaient à la reconstruction des installations portuaires et envoyé à leur place des prisonniers de guerre allemands. Les ouvriers italiens, ainsi réduits au chômage ont protesté violemment. Grâce à leur action, ils ont obtenu d'être réintégrés.

Le rôle des Trade-Unions (Syndicats) dans les grèves

ANGLETERRE

En novembre et en décembre, l'Angleterre a été le théâtre de grèves imposantes, chez les dockers, chez les employés du gaz et chez les conducteurs d'autobus et de tramways. Le travail a repris sans que satisfaction ait été obtenue. Mais si les mouvements ont abouti à des échecs grâce à la trahison des bureaucraties syndicales, il n'en reste pas moins que les travailleurs viennent de faire une expérience importante et que la lutte reprendra dans les mois, si ce n'est dans les semaines à venir.

La presse bourgeoise anglaise n'a pas ménagé ses critiques à la classe ouvrière : « Le News Chronicle, le Sunday-Express reprochent aux ouvriers « de ne pas faire cas des syndicats qu'ils ont choisis ». Le Daily Mail écrit : « Les récentes grèves des dockers et des employés du gaz ont mis les Trade-Unions en péril ; ceux-ci qui jusqu'à présent étaient chargés de régler toutes les questions de salaires sont considérés comme incompétents par leurs propres adhérents ». « Les dockers disaient : « Les Trade-Unions ne sont que le gouvernement déguisé. »

L'Observer est encore plus précis : « Les chefs des Trade-Unions qui avaient coutume de se promener librement au milieu des ouvriers ont disparu dans des bureaux éloignés. Ensuite, pendant la guerre, les syndicats sont devenus des instruments bureaucratiques de la politique du gouvernement (Churchill) interprétant les décrets du Ministère du Travail et veillant à ce qu'ils soient mis en application. Si les syndicats défendaient seulement les intérêts des ouvriers dans la crise actuelle, ils pourraient regagner leur confiance, mais ce serait seulement aux dépens du gouvernement travailliste qu'ils soutiennent. Si rien n'est fait, les ouvriers se sépareront inévitablement de leurs chefs. Il y aura de nouvelles grèves et ils désigneront de nouveaux hommes pour les diriger. »

ETATS-UNIS

Des grèves imposantes groupant des centaines de milliers de travailleurs continuent de se développer aux Etats-Unis. Après les ouvriers de l'Automobile, ce sont ceux de

l'Acier et des Services Publics qui rejoignent le mouvement.

Truman et la grosse bourgeoisie américaine ont essayé de briser les grèves en proposant des Bureaux d'enquêtes qui devaient régler les conflits au profit du patronat évidemment. Les ouvriers se sont violemment opposés à ces organismes. Les dirigeants syndicaux qui avaient d'abord opposé des critiques aux projets présidentiels, sont revenus sur leurs décisions et ont décidé qu'ils collaboreraient.

Il y a mieux :

La direction de la General Motors vient d'annoncer qu'elle considérait comme terminé le contrat avec l'Union des Ouvriers de l'Automobile qui ne devait cependant expirer que le 28 avril 1946. Les bureaucraties syndicales restent silencieuses sur cette question, mais par contre ils proposent au gouvernement de mettre fin à la grève de l'Automobile « en permettant aux fabricants de relever leurs prix de vente à un niveau qui leur assurerait un bénéfice raisonnable ». Les ouvriers avaient au contraire réclamé la publication des livres de compte patronaux et la suppression du Secret Commercial, justement pour empêcher la hausse des prix.

Mais la trahison des bureaucraties syndicales américaines ne s'arrête pas là :

« Le syndicat ouvrier de l'industrie automobile a proposé à la Ford Motors un « plan de sécurité » comportant le droit de la Compagnie de licencier tout ouvrier reconnu coupable d'avoir fomenté ou dirigé une manifestation « autorisée ». Le plan prévoit également des pénalités pour les ouvriers participant aux grèves non autorisées. La Ford Motors avait proposé au syndicat de payer à la Compagnie 5 dollars par jour pour chaque ouvrier. Le Syndicat a rejeté cette proposition, en offrant de son côté d'imposer à chaque ouvrier une amende de 3 dollars par jour pour la première violation et 5 dollars pour la deuxième. »

Le journal du gros patronat français : « L'Union Nouvelle », 27-12-45, qui publie cette information, tire la conclusion suivante :

« Cette contre-proposition du Comité Exécutif du Syndicat, qui doit être ratifiée par l'Assemblée plénière des délégués ouvriers est la première qui ait jamais été faite par une organisation ouvrière à une compagnie automobile pour discipliner la main-d'œuvre prenant part à des grèves non « autorisées ». La direction de la Ford Motors l'étudie. »

La bourgeoisie française doit, elle aussi, étudier sérieusement cette question. Si les bonzes syndicaux américains arrivent à imposer leur politique de trahison aux travailleurs, nous verrons peut-être demain en France, les Schneider ou les Renault recourir à mêmes moyens. Il ne sera peut-être alors pas exclu que les Jouhaux, les Hénaff ou les Raynaud qui hier ont brisé la grève des fonctionnaires et celle des mineurs, ne suivent la voie tracé par leurs collègues américains.

Un ouvrier de chez Mathis nous communique :

Dans « L'Humanité » du 6 décembre, Cogniot disait :

« Les chômeurs partiels sont indemnisés avec plein accord de la C. G. T. » Bien, mais et les chômeurs totaux comme ceux de chez Mathis par exemple où 83 ouvriers ont été débouchés en deux fois ? Que font les députés et les ministres communistes et socialistes pour défendre ces camarades ?

LES G. I. EN ONT MARRE !

(SUITE)

industriels qui n'ont pas du tout été matés par les expériences de la guerre, mais aussi de la répugnance de plus en plus croissante et explosive des masses en uniforme (qui d'ailleurs n'ont jamais montré beaucoup d'enthousiasme pour les buts de guerre des Nations Unies) à être utilisées toujours plus longuement comme instruments des militaristes ivres de leur pouvoir.

Voici un bref résumé des récents événements qui ont « franchement préoccupé » les autorités civiles et militaires de Washington.

6 JANVIER

Manille-Philippines.

Des milliers de manifestants dans les rues. La police militaire disperse deux groupes qui marchent vers le quartier-général de l'Armée.

Camp-Boston-France.

2.000 soldats marchent en formation militaire sur le quartier-général du camp, sous la direction de leurs sous-officiers pour présenter une lettre de protestation.

7 JANVIER

Manille.

Défiant leur Général qui leur demandait d'abandonner l'idée de toute manifestation, 12.000 soldats se rassemblent dans le parlement et, tout autour, portant des drapeaux et des pancartes dénonçant Patterson, ministre de la guerre, comme « ennemi n° 1 » et huent un discours apaisant du général. Celui-ci avait expliqué auparavant à une délégation de soldats que « la situation internationale changeante » était responsable des retards apportés à la démobilisation.

Un tract distribué par les soldats souligne qu'un porte-parole du Département de la Guerre avait déclaré que la démobilisation se faisait à un rythme alarmant, et demande : « alarmant de quel point de vue ? Alarmant pour les généraux et les capitaines qui veulent continuer à jouer à la guerre ? Alarmant pour les hommes d'affaires qui ont la possibilité de gagner de l'argent en reconstituant leurs investissements aux frais de l'armée ? Alarmant pour le département d'Etat (Ministère des Affaires étrangères) qui veut une armée pour épauler son impérialisme dans l'Extrême-Orient ? »

Reims.

Des centaines de soldats, venant de toucher leur prêt, s'unissent pour rassembler des fonds destinés à l'envoi de protestations au Sénat et à la presse des Etats-Unis. exprimant leur « ressentiment amer », et demandant une enquête.

8 JANVIER

Manille.

4.000 soldats se réunissent à Batangas pour collecter les fonds nécessaires à une propagande de presse demandant le limogage du ministre de la guerre, et insistant auprès du peuple américain pour qu'il fasse pression sur le Congrès en faveur d'une démobilisation plus rapide.

Paris.

1.000 soldats participent à un défilé sur les Champs-Élysées et à un meeting devant l'Ambassade américaine.

Moumelon.

1.500 G. I. se réunissent dans un théâtre pour protester et faire une collecte destinée à une propagande supplémentaire de presse exposant leurs griefs.

Andrews-Field-Maryland (près Washington).

400 hommes de troupe des forces aériennes questionnent amèrement leurs officiers au sujet des retards apportés dans la démobilisation ; la presse dit à ce propos que l'on s'attend à des démonstrations plus massives.

Guam.

Plus de 3.500 soldats et officiers de la 20^e Force Aérienne font une « grève de la faim » pour attirer l'attention sur leurs protestations.

9 JANVIER

Frankfurt.

4.000 soldats manifestent devant le G. G. G. suprême de l'Armée en Europe.

Yokohama (Japon).

Un officier haut placé annonce qu'un mouvement très violent, prenant le caractère d'une mutinerie, a éclaté parmi les

troupes composant la VIII^e Armée.

Le Havre.

Des centaines de soldats et un certain nombre d'officiers marchent sur le quartier général du camp pour demander quand ils rentreront chez eux.

10 JANVIER

Honolulu.

A Hickam Field, une Commission du Congrès assiste à un meeting groupant environ 15.000 soldats protestataires.

A la nouvelle que ceux qui ont déjà deux ans de service seront forcés d'attendre jusqu'à juin avant d'être démobilisés, les soldats huent la Commission et exigent que le Département de la Guerre s'en tienne à ses promesses antérieures.

Frankfort.

50 soldats délégués par leurs camarades se réunissent avec quelques généraux et présentent officiellement leurs protestations tandis qu'un millier de G. I. manifestent à l'extérieur du camp.

Londres.

Une délégation choisie par 1.800 soldats se rend au bureau du journal de l'Armée « Stars and Stripes » et appuie les protestations croissantes de la masse des soldats.

Calcutta.

Les soldats distribuent des tracts appelant à la solidarité avec les troupes du Pacifique et d'Europe et demandant l'organisation de manifestations.

13 JANVIER

Paris.

500 soldats manifestent aux Champs-Élysées. Refoulés par la police et les M. P., ils tiennent un meeting au Trocadéro.

Jusqu'ici, presque partout les officiers supérieurs ont réagi avec prudence devant ces manifestations. Ils ont admis publiquement le droit aux réunions pacifiques. Cette « générosité » n'est au fond que la reconnaissance tacite de l'ampleur des mouvements de soldats décrits par « Stars and Stripes » comme « uniques dans les annales militaires ». Cependant, à Paris, on a noté une allusion à l'avenir visible dans la déclaration d'un officier qui a dit que si ces manifestations deviennent « tumultueuses » ceux qui les ont provoqués seront traduits devant la cour martiale pour « provocation aux émeutes ».

Le Président Truman a été obligé de faire une déclaration pour tenter d'expliquer le ralentissement de la démobilisation. Il l'attribue à « un besoin critique de troupes outre-mer... pour sauver la paix ».

Le chef de l'Etat-Major Eisenhower, lui, a trouvé plus prudent de demander publiquement le renvoi de toutes les troupes « inutiles ». Mais aucune de ces déclarations n'a fait beaucoup d'effet puisque les manifestations continuent et menacent de s'étendre ; aussi, le Congrès a entrepris à toute vitesse de faire une enquête dès le 14 janvier.

Ainsi, l'impérialisme se heurte à une violente opposition non seulement parmi les troupes américaines de la Métropole, mais aussi dans les forces mêmes qu'il a l'intention d'utiliser pour faire la police du monde. Dans ses plans ambitieux, c'est son propre prolétariat que le capital américain trouve dressé devant lui.

Camarades ouvriers français, malgré la volonté de nos généraux, nous ne voulons pas servir de garde-mobile en Europe et dans le monde. Nous voulons rentrer chez nous.

Soutenez nos revendications. Donnez un contenu réel à la solidarité des travailleurs de tous les pays.

A. PARKER.

SUR LE FRONT OUVRIER

La lutte des cheminots



laquelle la Fédération des Cheminots n'a pas protesté contre la hausse des tarifs.

Il est clair que cette attitude du P. C. F. renforce la position des partisans de : « Pas de politique dans les syndicats. » Il est certain également que le Parti Communiste Internationaliste se doit d'opérer une distinction entre les tenants de l'« indépendance » à la manière de Jouhaux-Neumeyer qui consiste, sous le couvert du « Pas de politique » à faire la politique de la bourgeoisie et les ouvriers ouvrier de base dégoûtés de la politique du P. C. F. qui se réfugient dans l'antipolitisme.

Le P. C. I. déclare nettement aux syndicats, que s'il condamne « l'antipolitisme », il est partisan de l'autonomie la plus totale de la C. G. T. à l'égard de tous les partis politiques y compris le sien. Mais le P. C. I. estime qu'il est impossible à la C. G. T. de se désintéresser de la politique ; car si demain par exemple, les fascistes qui se regroupent derrière De Gaulle, entreprennent un nouveau 6 février, la C. G. T. devrait comme elle l'a fait en 1934, proposer aux partis ouvriers le Front Unique pour résister à l'offensive fasciste contre les libertés ouvrières. Et ça

c'est de la politique. En d'autres termes, nous estimons que la C. G. T. ne doit pas être « contre toute politique » en général, mais contre toute politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Et surtout nous estimons que la C. G. T. doit décider souverainement, en toute indépendance et démocratiquement en partant de la base, quelle doit être sa politique. Ainsi, par le respect de l'autonomie et de la démocratie syndicale, sera assurée l'indépendance effective du syndicalisme à l'égard des politiques contraires aux intérêts de la classe ouvrière. Ainsi, la C. G. T. ne sera plus à la remorque de la politique néfaste du P. C. F. ou du P. S. Ainsi la C. G. T. ne sera plus à la remorque des injonctions des Thorez-Frachen ou de Blum-Jouhaux-Gazier.

A l'intérieur de la C. G. T., il est du devoir des révolutionnaires d'engager le combat contre la Bureaucratie syndicale, car les faits que nous avons dénoncé au début de cet article entraînent une démolition des cheminots. Camarades syndiqués, ne désertez pas vos syndicats, reprenez vos cartes, engagez à l'intérieur de la C. G. T. une lutte pour son redressement.

L'ECHELLE MOBILE

(SUITE)

patrons tiennent tant au secret, c'est qu'ils ont quelque chose à cacher.

Mais les dirigeants ne font pas cette politique, n'en appellent pas à l'initiative des masses, eux aussi ont « peur du peuple ». Car si le peuple connaissait tous les dessous de cet immense et monstrueux mensonge que constitue le régime capitaliste, c'en serait vite fini de l'« unité nationale ».

C'en serait vite fini de la « collaboration de classes ».

C'en serait vite fini de la politique des chefs du P. C. F. et du P. S. et de l'alliance avec De Gaulle.

Ainsi le problème de la défense des salaires ne peut pas être solutionné par « la stabilisation du coût de la vie » dans le cadre de la politique actuelle des partis ouvriers.

Seule, l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites peut faire reculer les patrons, car s'ils savent qu'une hausse des prix entraînera une hausse des salaires, ils y regarderont à deux fois. Nous savons que l'échelle mobile en elle-même n'est pas une solution définitive, elle est une étape de la résistance à l'offensive des trusts contre les salaires.

Pour défendre nos conditions de vie : ECHELLE MOBILE.

Pour stabiliser le coût de la vie : CONTROLE OUVRIER SUR LES LIVRES DE COMPTE.

A. DURIEUX.